

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIOUE ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CABO VERDE RELATIF A  
L'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE PAR LE GOUVERNEMENT DU  
ROYAUME DE BELGIOUE AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE  
CABO VERDE POUR LE FINANCEMENT D'UN PROJET VISANT  
L'AMÉLIORATION DU DIAGNOSTIC MÉDICAL**

Le Gouvernement du Royaume de Belgique (désigné ci-après "Le Gouvernement belge") et le Gouvernement de la République de Cabo Verde (désigné ci-après "Le Gouvernement capverdien") ;

Considérant que l'Arrêté Royal du 30 mai 1997 autorise le Ministre des Finances et le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions à consentir des prêts à des Etats étrangers ;

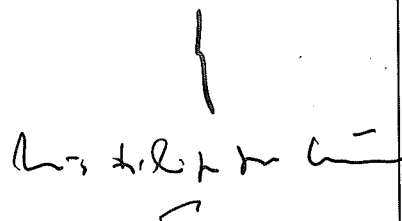
Désirant favoriser le développement économique du Cabo Verde et l'expansion des échanges entre la Belgique et le Cabo Verde ;

Sont convenus de ce qui suit :

**ARTICLE 1**

**Mise à disposition des fonds**

1. A la demande du Gouvernement capverdien, le Gouvernement belge accorde au Gouvernement capverdien un prêt sans intérêt d'un montant maximum de six millions sept cent vingt-cinq mille (6.725.000) EUR.
2. Le Gouvernement belge fera ouvrir, auprès de la Banque nationale de Belgique, un compte en EUR non productif d'intérêts au nom du Gouvernement capverdien pour tous les paiements à effectuer.
3. Ce compte sera approvisionné en une ou plusieurs fois, selon l'avancement des travaux, à concurrence d'un montant maximum de six millions sept cent vingt-cinq mille (6.725.000) EUR.



**ARTICLE 2**  
**Modalités de remboursements**

4. Le Gouvernement capverdien s'engage à rembourser au Gouvernement belge le prêt accordé aux termes du présent Accord. Le montant du prêt à rembourser devra correspondre au montant des versements effectivement reçus. Chaque versement sur le compte ouvert au nom du Gouvernement capverdien auprès de la Banque nationale de Belgique sera remboursé en vingt (20) versements annuels en fonction des montants décaissés pour le paiement des factures.

5. Ces remboursements seront effectués le 31 décembre de chaque année et pour la première fois le 31 décembre de la vingt-et-unième année suivant la date du premier versement visé au paragraphe 3 de l'article 1 du présent Accord.

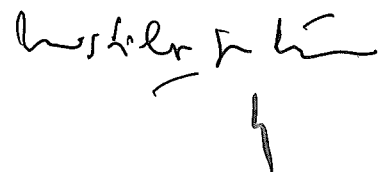
6. Ces remboursements seront effectués en EUR sur le compte n° BE43 6792 0040 2101 du Service Public Fédéral Finances de Belgique auprès de bpost (BIC : PCHQBEBB) avec comme référence « Prêt d'Etat à Etat - Cabo Verde ».

**ARTICLE 3**  
**Affectation du prêt**

7. Le prêt consenti au titre du présent Accord de crédit sera utilisé intégralement et exclusivement par le Gouvernement capverdien au paiement des travaux ou des services liés à ces travaux dans le cadre du projet visant l'amélioration du diagnostic médical.

8. La mise en œuvre des travaux et les services y afférents doivent être conformes aux directives de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (« OCDE ») sur le code d'éthique des entreprises multinationales.

9. Les modalités techniques en vue de l'application des dispositions du présent article sont décrites de façon détaillée dans l'annexe 1 du présent accord.



**ARTICLE 4**  
**Durée de l'Accord.**

10. Le présent Accord aura une durée de cinq (5) ans à compter de la date de son entrée en vigueur. La partie de l'aide financière qui n'aura pas été décaissée au terme de cette période sera considérée comme annulée. Toutefois, si le projet se trouve toujours dans sa phase de mise en œuvre au-delà de la période de cinq ans, et qu'il y a encore des factures à payer, celles-ci pourront être acquittées sur demande écrite de la part du Ministère des Finances de Cabo Verde pendant encore trois ans. Après cette période de disponibilité de 8 ans, il sera nécessaire d'amender le présent Accord par un échange de lettres entre le Gouvernement capverdien et le Gouvernement belge afin de pouvoir effectuer des paiements.

**ARTICLE 5**  
**Exemption d'impôts et taxes**

11. L'aide financière belge de 6.725.000 EUR consentie au titre du présent accord ne sera en aucun cas utilisée pour le paiement de tout impôt, droits de douane, taxes d'entrée et autres charges fiscales et administratives (y compris la TVA) sur les fournitures et équipements, travaux et prestations de services. Si des taxes ou charges sont exigibles selon la législation capverdienne, elles seront prises en charge par le budget consenti au projet par la Partie capverdienne.

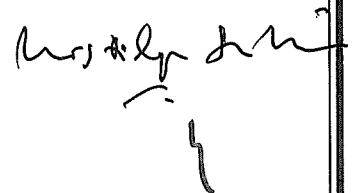
**ARTICLE 6**  
**Mise en œuvre du projet**

12. Le projet sera exécuté suivant les modalités reprises en annexe 1, qui fait partie intégrante du présent accord.

13. La Banque nationale de Belgique et le Ministère des Finances de Cabo Verde, agissant en qualité de représentant légal de leur Gouvernement respectif, prendront, d'un commun accord, les mesures techniques et financières nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

**ARTICLE 7**  
**Renoncement au droit à la saisie**

14. Les parties contractantes s'engagent expressément à renoncer à tout acte de saisie ou blocage des créances réciproques qui constituent l'objet du présent accord, pendant un délai de quinze ans à partir de la date de signature du présent accord.



**ARTICLE 8**  
**Règlement des conflits**

15. Le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Cabo Verde mettront tout en œuvre afin de régler à l'amiable tout litige les opposant et relatif à l'interprétation ou l'application du présent accord. Si les négociations ne permettent pas de dégager un accord satisfaisant entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Cabo Verde et si, dès lors, une violation de l'accord est constatée, les parties peuvent alors résilier l'accord à condition de respecter les engagements déjà pris.

**ARTICLE 9**  
**Entrée en vigueur**

16. Les dispositions du présent Accord entreront en vigueur à une date à fixer par un échange de lettres constatant l'accomplissement des formalités requises par la législation nationale de chaque partie contractante pour l'exécution de l'Accord. Cet échange de lettres ne peut avoir lieu avant la signature du contrat commercial.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Praia, le 2 avril 2018, en deux exemplaires en langue française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

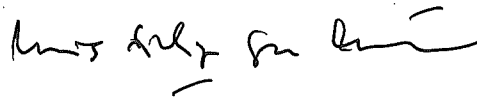
**Pour le Gouvernement du Royaume de  
Belgique**



Didier REYNDERS

Ministre des Affaires étrangères et  
européennes

**Pour le Gouvernement de la République de  
Cabo Verde**



Luis Filipe Lopes TAVARES

Ministre des Affaires Étrangères et des  
Communautés

## **Annexe : Modalités techniques pour la mise en œuvre du projet**

### **1. Affectation du prêt**

La somme de 6.725.000 EUR (six millions, sept cent vingt-cinq mil euros) mise à la disposition du Cabo Verde en application de l'article I de l'Accord sera intégralement et exclusivement utilisée aux paiements en faveur de personnes et de firmes, de fournitures de biens d'équipement ou de prestations de services liées à la livraison de ces biens d'équipement dans le cadre du projet visant l'amélioration du diagnostic médical. Les prestations et fournitures doivent être conformes aux spécifications stipulées dans le contrat. Dans le cas où une licence d'importation est nécessaire pour les fournitures, ce document doit être délivré après la date de la signature de l'Accord.

### **2. Vérification des paiements dus**

Le Gouvernement capverdien fera parvenir, par voie diplomatique au Service Public Fédéral belge Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, des photocopies des contrats, factures ou autres documents établis dans le cadre de ces contrats au titre desquels des paiements seront effectués en EUR au moyen du prêt d'Etat à Etat.

Ces contrats, factures et autres documents devront mentionner les renseignements suivants :

- a) la date de délivrance de la licence d'importation dans le cas où ce document est nécessaire,
- b) la nature des prestations livrées,
- c) la nature des marchandises livrées et leur référence par rapport au contrat ainsi que leurs numéros de positions douanières se référant au tarif douanier du Cabo Verde,
- d) l'origine des marchandises.

Les documents de transport et d'assurance des marchandises seront aussi fournis, ainsi que les différentes cautions bancaires prévues dans le cadre des marchés de travaux et de services financés par le présent prêt d'Etat à Etat.

Le Gouvernement belge pourra demander au Gouvernement capverdien tout renseignement supplémentaire lui permettant de vérifier si les paiements dus au titre des contrats, factures et autres documents précités sont conformes aux objectifs visés par l'Accord.

*Handwritten signature and initials*

### 3. Intervention financière des agents

Conformément à l'article 6 de l'Accord, les mesures techniques nécessaires à l'exécution financière des dispositions de celui-ci seront prises, à l'initiative de la Banque nationale de Belgique, d'un commun accord entre celle-ci et le Ministère des Finances de Cabo Verde.

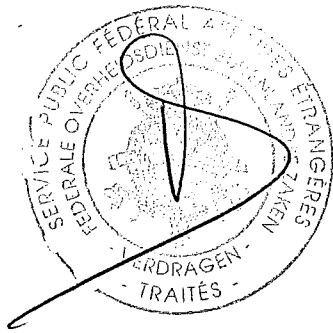
Dès que ces mesures techniques auront été prises, le Ministère des Finances de Cabo Verde pourra envoyer à la Banque nationale de Belgique des ordres de paiement irrévocables visant à l'utilisation de la somme en EUR au titre des paiements prévus par les contrats mentionnés ci-dessus.

L'exécution de ces ordres de paiement sera subordonnée à l'approbation formelle du Service Public Fédéral belge Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

### 4. Réalisation éventuelle de la garantie de restitution

Si la somme en EUR devait être utilisée, en tout ou en partie, dans le cadre d'un contrat commercial et financier, à titre d'acompte, moyennant garantie bancaire de restitution, le Gouvernement capverdien veillera à ce que le contrat commercial stipule que la réalisation, pour quelque raison que ce soit, de ladite garantie de restitution se concrétise par un versement à effectuer sur le compte n° BE43 6792 0040 2101 du Service Public Fédéral Finances de la Belgique auprès de bpost (BIC: PCHQBEBB) avec comme référence « Prêt d'Etat à Etat — Cabo Verde - restitution de l'avance ».

*Handwritten signature*



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL  
MET HET ORIGINEEL BEESLUUDEN VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles, 7/5/2018  
Brussel.

Le Chef du Service des Affaires Étrangères  
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique  
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België

*[Handwritten Signature]*

**ACORDO ENTRE O GOVERNO DO REINO DA BÉLGICA E O GOVERNO DA REPÚBLICA DE CABO VERDE RELATIVO À CONCESSÃO DE UMA AJUDA FINANCEIRA PELO GOVERNO DO REINO DA BÉLGICA, AO GOVERNO DA REPÚBLICA DE CABO VERDE, PARA O FINANCIAMENTO DE UM PROJETO, VISANDO A MELHORIA DO DIAGNÓSTICO MÉDICO**

O Governo do Reino da Bélgica (doravante designado por “Governo belga”) e o Governo da República de Cabo Verde (doravante designado por “Governo cabo-verdiano”);

Considerando que o Decreto Real de 30 de maio de 1997 autoriza o Ministro das Finanças e o Ministro das Relações Comerciais Externas, no âmbito das suas atribuições, a consentir empréstimos a outros Estados;

Desejando favorecer o desenvolvimento económico de Cabo Verde e aprofundar os intercâmbios entre a Bélgica e Cabo Verde;

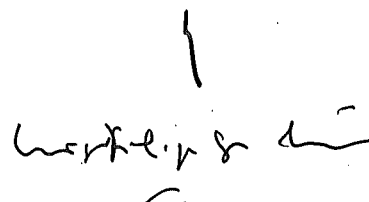
Acordam o seguinte:

**ARTIGO 1º**  
**Disponibilização dos Fundos**

1. A pedido do Governo cabo-verdiano, o Governo belga concede ao Governo de Cabo Verde um empréstimo sem juros num montante máximo de seis milhões setecentos e vinte e cinco mil euros (6.725.000€).
2. O Governo belga procederá à abertura junto do Banco Nacional Belga de uma conta bancária em EUR, sem juros, em nome do Governo cabo-verdiano para todos os pagamentos a serem efetuados.
3. Essa conta será aprovisionada uma ou mais vezes, conforme o desenrolar dos trabalhos, até o montante máximo de seis milhões setecentos e vinte e cinco mil euros (6 725 000€).

**ARTIGO 2º**  
**Modalidades de reembolsos**

4. O Governo cabo-verdiano compromete-se a reembolsar ao Governo belga o empréstimo concedido nos termos do Presente Acordo. O montante do empréstimo a reembolsar deverá corresponder ao total dos depósitos efetivamente recebidos. Cada depósito na conta aberta em nome do Governo cabo-verdiano no Banco nacional da Bélgica será reembolsado em 20 (vinte) prestações anuais, em função dos montantes desembolsados para o pagamento das faturas.





5. Estes reembolsos serão efetuados no dia 31 de dezembro de cada ano, sendo o primeiro no dia 31 de dezembro do vigésimo primeiro ano, após a data do primeiro depósito previsto no parágrafo 3 do artigo 1º do presente Acordo.
6. Estes reembolsos serão efetuados em EUR na conta nºBE43 6792 0040 2101 do *Serviço Público Federal das Finanças da Bélgica, junto do Bpost (BIC: PCHQBEBB)* usando o descritivo “Empréstimo de Estado a Estado – Cabo Verde”.

#### ARTIGO 3º

##### **Afetação do Empréstimo**

7. O empréstimo concedido ao abrigo do presente Acordo de Crédito será integral e exclusivamente utilizado pelo Governo cabo-verdiano no pagamento de trabalhos ou de serviços relacionados com esses trabalhos, no âmbito do projeto que visa a melhoria do diagnóstico médico.
8. A implementação dos trabalhos e serviços inerentes deve estar de acordo com as diretivas da Organização para a Cooperação e Desenvolvimento Económico (OCDE), referentes ao código de ética das empresas multinacionais.
9. As modalidades técnicas para a aplicação das disposições do presente artigo estão descritas de forma detalhada no anexo 1 do presente acordo.

#### ARTIGO 4º

##### **Duração do Acordo**

10. O presente acordo terá uma duração de cinco (5) anos a contar da data da sua entrada em vigor. A parte da ajuda financeira que, terminando esse período, não tiver sido utilizada será considerada como cancelada. No entanto, se o projeto ainda se encontrar na sua fase de execução para além desse período de cinco anos, e se houver ainda faturas por pagar, estas poderão ainda ser liquidadas durante três anos (3) anos, mediante um pedido escrito por parte do Ministério das Finanças de Cabo Verde. Terminando este período de 8 anos de disponibilidade, será necessário emendar o presente Acordo, através de troca de notas entre o Governo cabo-verdiano e o Governo belga, de modo a se poder efetuar os pagamentos.

#### ARTIGO 5º

##### **Isenção de Impostos e Taxas**

11. A ajuda financeira belga de 6.725.000 EUR concedida ao abrigo do presente Acordo não será, em caso algum, utilizada para pagamento de qualquer imposto, direitos aduaneiros, taxas de entrada e outros encargos fiscais e administrativos (incluindo o IVA) sobre os abastecimentos e equipamentos, trabalhos e prestações de serviços. Caso existam taxas ou encargos exigidos pela legislação cabo-verdiana, serão assumidos pelo orçamento atribuído ao projeto pela Parte cabo-verdiana.

*M. S. Hellegers*  
4

ARTIGO 6º  
**Implementação do projeto**

12. O projeto será executado de acordo com as modalidades previstas no anexo 1, que constitui parte integrante do presente Acordo.
13. O Bancô Nacional da Bélgica e o Ministério das Finanças de Cabo Verde, agindo na qualidade de representantes legais dos seus respectivos Governos, tomarão, de comum acordo, as medidas técnicas e financeiras necessárias a execução das disposições do presente Acordo.

ARTIGO 7º  
**Renúncia ao direito de apreensão**

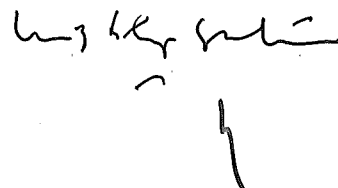
14. As partes contratantes comprometem-se expressamente a renunciar a qualquer ato de apreensão ou bloqueio de créditos recíprocos que constituem objeto do presente Acordo, durante um prazo de quinze anos a contar da data de assinatura do presente Acordo.

ARTIGO 8º  
**Resolução de conflitos**

15. O Governo do Reino da Bélgica e o Governo da República de Cabo Verde comprometem-se em tudo fazer de modo a resolver amigavelmente qualquer litígio que os opõe decorrente da interpretação ou aplicação do presente acordo. Se as negociações não permitirem alcançar um acordo satisfatório entre o Governo do Reino da Bélgica e o Governo da República de Cabo Verde, e se, por conseguinte, se constatar uma violação do Acordo, as Partes podem então rescindir o acordo, a condição de respeitar os engajamentos já assumidos.

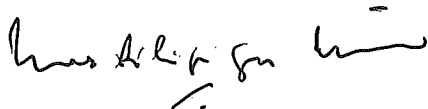
ARTIGO 9º  
**Entrada em Vigor**

16. As disposições do presente Acordo entrarão em vigor numa data a fixar, por troca de notas, após cumprimento das formalidades requeridas pela legislação nacional de cada Parte Contratante para a execução do Acordo. Esta troca de notas não pode ocorrer antes da assinatura do contrato comercial.



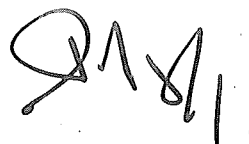
Em fé das pessoas que abaixo assinaram o presente acordo  
Feito na Cidade da Praia, a 2 de abril de 2018, em dois exemplares em línguas portuguesa e francesa, ambos os textos fazendo igual fé.

**Pelo Governo da República de Cabo Verde**



Luis Filipe Lopes TAVARES  
Ministro dos Negócios Estrangeiros e  
Comunidades

**Pelo Governo do Reino da Bélgica**



Didier REYNDERS  
Ministro dos Negócios Estrangeiros e  
Europeus

## **Anexo: Modalidades Técnicas para a execução do projeto**

### **1. Mobilização do empréstimo**

O montante de 6 725 000 (seis milhões setecentos e vinte e cinco mil euros), posta à disposição de Cabo Verde, resultante da aplicação do previsto no Artigo 1º do Acordo, será integralmente e exclusivamente utilizado para pagamento às pessoas e empresas, fornecedoras de bens de equipamentos ou de prestações de serviços no âmbito do projeto de melhoria do diagnóstico médico. Os bens e serviços devem estar em conformidade com as especificações estipuladas no contrato. Caso houver necessidade de licença de importação para os equipamentos/bens, este documento deve ser emitido após a data de assinatura do Acordo.

### **2. Verificação dos pagamentos em dívida**

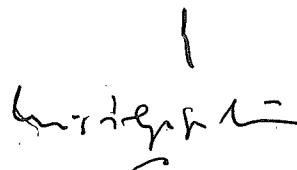
O Governo cabo-verdiano submeterá, por canal diplomático, ao Serviço Público Federal Belga, dos Negócios Estrangeiros, Comércio Externo e Cooperação para o Desenvolvimento, as fotocópias de contractos, faturas ou outros documentos emitidos no âmbito dos referidos contractos, segundo os quais os pagamentos serão efetuados em EUR, ao abrigo do Empréstimo do Estado ao Estado.

Esses contractos, faturas e outros documentos devem conter as seguintes informações:

- a) A data de emissão da licença de importação, caso esta for necessário,
- b) A natureza dos serviços prestados
- c) A natureza das mercadorias entregadas e a sua referência em relação ao contrato, bem como seus números de posição na pauta aduaneira, referente ao código aduaneiro de Cabo Verde.
- d) A origem das mercadorias.

Os documentos de transporte e de seguro das mercadorias serão também disponibilizados, bem como as diferentes garantias bancárias previstas no âmbito dos contratos públicos de obras e de serviços, financiados pelo presente empréstimo de Estado ao Estado.

O Governo belga poderá solicitar ao Governo cabo-verdiano toda informação complementar que lhe permite verificar se os pagamentos devidos sob contratos, faturas e outros documentos mencionados, correspondem aos objetivos visados pelo Acordo.



### **3. Intervenção Financeira de agentes**

Por iniciativa do Banco Nacional da Bélgica, de acordo com o Ministério das Finanças de Cabo Verde, serão tomadas as medidas técnicas necessárias para a execução financeira das disposições do presente, ao abrigo do artigo 6º do Acordo.

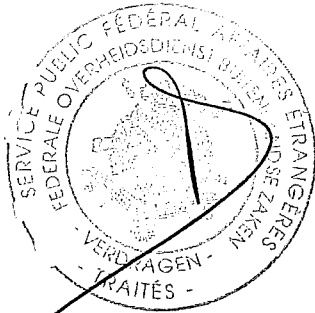
Logo que estas medidas técnicas forem tomadas, o Ministério das Finanças de Cabo Verde poderá enviar ao Banco Nacional da Bélgica, as ordens irrevogáveis de pagamento, visando a utilização dos montantes em EUR, o título de pagamentos previstos nos contractos aqui mencionados.

A execução destas ordens de pagamentos estará sujeita à aprovação formal do Serviço Público Federal Belga dos Negócios Estrangeiros, Comércio Externo e Cooperação para o Desenvolvimento.

### **4. Execução eventual da garantia de restituição**

Se o montante em EUR devia ser utilizado, na sua totalidade ou em parte, no âmbito de um contrato comercial e financeiro, a título de adiantamento, sob condição de garantia bancária de restituição, o Governo cabo-verdiano garantirá que o contrato comercial estipule que a execução, independentemente da razão, da dita garantia de restituição seja concretizada através de uma transferência para a conta N° BE43 679200402101 do Serviço Público Federal das Finanças da Bélgica, junto de Bpost (BIC:PCHQBEBB) tendo como referencia: "Empréstimo de Estado a Estado – Cabo Verde - restituição do adiantamento".

*Handwritten signature*



COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL  
MET HET ORIGINEEL EENKLUIDEND VERKLAARD AFSCRIFT

Bruxelles,  
Brussel, 7/5/2018

*Le Chef du Service des Traités  
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique  
Hoofd van de Dienst Verdragen  
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België*



ROYAUME DE BELGIQUE

Le Vice-Premier Ministre  
Ministre des Affaires étrangères et européennes

Monsieur Luis Filipe Lopes TAVARES  
Ministre des Affaires Étrangères et des  
Communautés  
République de Cabo Verde

Praia, le 2 avril 2018.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 9 de l'Accord signé ce jour entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Cabo Verde relatif à l'octroi d'une aide financière par le Gouvernement du Royaume de Belgique au Gouvernement de la République de Cabo Verde, j'ai l'honneur de vous proposer de fixer la date d'entrée en vigueur dudit Accord à la date de ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Didier REYNDERS  
Ministre des Affaires Étrangères et Européennes



*O Ministro dos Negócios Estrangeiros e Comunidades*

Praia, 02 de abril de 2018  
Senhor Didier REYNDERS  
Ministro dos Negócios Estrangeiros  
e Europeus

Senhor Ministro,

Tenho a honra de acusar recebimento da sua carta hoje redigida da seguinte forma:

«Conforme o artigo nono do acordo assinado hoje entre o Governo do Reino da Bélgica e a Governo da Republica do Cabo Verde relativo à concessão de apoio financeiro pelo Governo do Reino da Bélgica ao Governo do Cabo Verde, eu tenho a honra de propor-lhe de fixar a data para a entrada em vigor deste acordo no dia de hoje.».

Por consequente, lhe comunico do acordo do meu governo enquanto a sua proposta de fixar a data para a entrada em vigor do acordo mencionado acima, no dia de hoje.

Por favor aceite, Ministro, a garantia da minha alta consideração.

Pelo Governo da República de Cabo Verde,

Luís Filipe Lopes TAVARES  
Ministro dos Negócios Estrangeiros e  
Comunidades





*O Ministro dos Negócios Estrangeiros e Comunidades*

Praia, le 2 avril 2018  
Monsieur Didier REYNDERS  
Ministre des Affaires Étrangères et  
Européennes

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour rédigée comme suit :

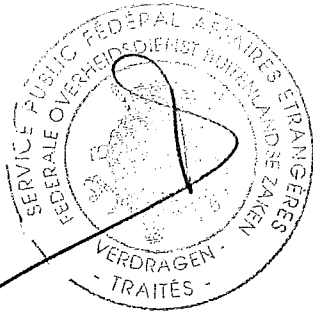
« Conformément à l'article 9 de l'Accord signé ce jour entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Cabo Verde relatif à l'octroi d'une aide financière par le Gouvernement du Royaume de Belgique au Gouvernement de la République de Cabo Verde, j'ai l'honneur de vous proposer de fixer la date d'entrée en vigueur dudit Accord à la date de ce jour ».

En conséquence, je vous fais part de l'accord de mon Gouvernement sur votre proposition de fixer la date d'entrée en vigueur de l'Accord susmentionné à la date de ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Gouvernement de la République de  
Cabo Verde,

Luís Filipe Lopes TAVARES  
Ministre des Affaires Étrangères et des  
Communautés



COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL  
MET HET ORIGINEEL EENGLUDDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles, 7/5/2018  
Brussel,

*Le Chef du Service des Traités  
du ministère des Affaires Étrangères de Belgique  
Het Hoofd van de Dienst Verdragen  
van het Ministerie van Buitelandse Zaken van België*